



ENSEIGNEMENT



Enseignement supérieur /
Universités publiques

Les activités privées ne doivent pas prendre le dessus sur les charges statutaires des enseignants

Les enseignants-chercheurs des universités publiques du Togo doivent désormais respecter leurs charges statutaires...

PAGE 2

ENVIRONNEMENT



Erosion côtière, pollution plastique, défécation à l'air libre

La côte togolaise de Baguida dans un état lamentable

L'érosion côtière, la pollution plastique et la défécation à l'air libre, sont des phénomènes qui touchent toutes les villes côtières du Togo. Baguida, qui fait partie de cette catégorie de villes, n'est pas épargnée...

PAGE 10

3è anniversaire de Togo
finance & business

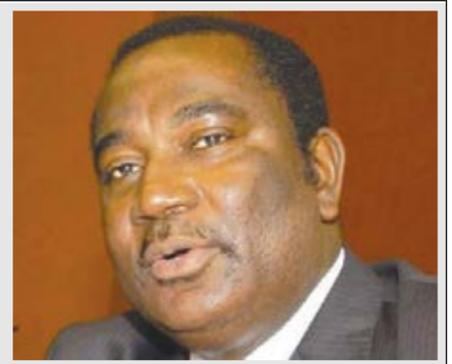
Le site www.togofinancebusiness.com pour informer la population en temps réel

PAGE 11

Programme national de développement L'État rend possible la construction d'une usine de fabrication de sucre

Lancé il y a deux ans, le projet du gouvernement togolais consistant à construire une usine de fabrication de sucre dans la plaine de l'Oti porte déjà ses fruits...

PAGE 5



Assemblée nationale/Nomination des représentants de la C14 à la Ceni 4 membres sur 5, le cas UFC divise toujours

Mésentente, tensions, déchirements, boycott, voilà le feuilleton proposé une énième fois par l'opposition hier à l'Assemblée nationale. Au lieu de 5, c'est finalement 4 des représentants des 14 partis de la Coalition des 14 partis de l'opposition que l'Assemblée nationale a nommés hier au cours de la session plénière de nomination des occupants des sièges (au sein de la Ceni) au titre de l'opposition parlementaire...

PAGE 5

EDITO

L'UFC est là et reste, en attendant le Comité de suivi...

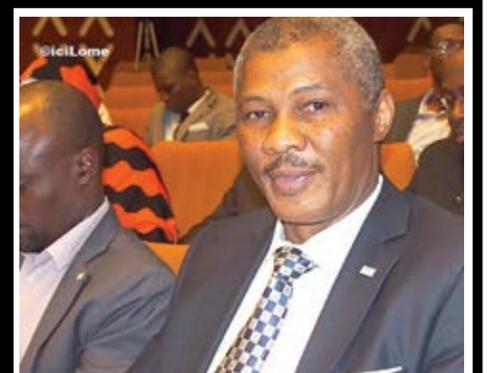
La guéguerre entre l'UFC et l'ANC, ou mieux, entre l'UFC et la Coalition des 14 partis de l'opposition a connu hier des développements particuliers à l'Assemblée nationale dans son ambiance surchauffée. Le moins qu'on puisse dire est que cette crise est devenue proprement kafkaïenne. Elle l'était suffisamment déjà au départ, avec les graves accusations que se renvoyaient à la face les protagonistes : les figures de l'UFC et celles de la coalition...

PAGE 3

Résolution de la crise togolaise

Nathanaël Olympio : « nous devons trouver des solutions consensuelles en préservant le vivre ensemble »

PAGES 3



	SOMMAIRE	Bénin Condamné à 20 ans de prison, Ajavon se réfugie en France  P4	Salon international du transport et de la logistique Le Togo accueille la troisième édition du 30  P5	Musique L'intégration africaine via Festi-Mia  P9	Lutte contre la faim dans le monde Les Nations unies alertent sur l'impact des extrêmes climatiques  P10	Les Lacs artificiels Le dernier rempart des Loméens face aux risques d'inondation  P11
---	-----------------	---	---	--	---	---

Enseignement supérieur / Universités publiques

Les activités privées ne doivent pas prendre le dessus sur les charges statutaires des enseignants

Les enseignants-chercheurs des universités publiques du Togo doivent désormais respecter leurs charges statutaires et faire en sorte que leurs activités privées ne prennent le dessus sur leur fonction dans les universités. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le professeur Octave Nicoué Broohm a tenu à leur rappeler cela dans une lettre circulaire publiée hier.

Dans sa lettre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Octave Nicoué Broohm a déploré le fait que beaucoup d'enseignants-chercheurs des universités publiques du Togo privilégient leurs activités privées à leurs fonctions. « Il m'a été donné de constater que certains enseignants-chercheurs des universités publiques du Togo délaissent leurs charges statutaires et les obligations inhérentes à leur fonction, au profit d'autres activités privées », a écrit le ministre dans la lettre circulaire.

Dans sa lettre, le ministre a également rappelé aux enseignants que, ceux qui s'adonnent à ces pratiques n'offrent pas des enseignements de qualité à leurs étudiants. Cette situation, souligne-t-il, « pénalise les étudiants et se répercute sur la qualité des formations proposées ». A ce titre, ils devraient s'acquitter de façon prioritaire de leurs charges horaires avant toute autre activité privée, leur recommande-t-il. Attaché au respect scrupuleux de la présente note circulaire, le ministre a instruit les présidents



Le ministre Octave Nicoué Broohm

des universités publiques de Lomé et de Kara de mettre en place des mécanismes de suivi des volumes horaires réglementaires exécutés par chaque enseignant-chercheur des universités publiques. Les étudiants de l'université de Lomé devraient avoir repris les chemins des amphithéâtres,

hier 22 octobre. Beaucoup d'entre eux continuent toujours par s'inscrire pour pouvoir avoir accès aux cours. Espérons que les enseignants chercheurs respecteront à la lettre les instructions de leur ministre de tutelle et rempliront leurs cahiers de charges.

R. Zakari

Blitta

237 apprenants bénéficient de matériel de travail.

Plan International Togo en partenariat avec l'ONG Regroupement des Associations pour le Développement Appliqué des Ruraux (RADAR) a distribué les 5, 6 et 8 octobre 2018 du matériel de travail à 237 apprenants en fin de formation.

Ce geste s'inscrit dans le cadre du projet « Autonomisation Economique et Leadership des Femmes et des Jeunes », visant à améliorer les conditions de vies des populations vulnérables à l'autonomisation et l'employabilité des jeunes, spécifiquement des jeunes femmes et filles.

Tone

Les filles de la savane invitées à l'excellence

La célébration de la journée internationale de la fille a connu son apothéose le jeudi 11 octobre 2018.

Cette célébration a été marquée par une séance de sensibilisation des filles de la région et par la remise des prix d'excellence du gouvernement aux 22 filles ayant décroché avec mention leur BEPC. L'objectif de la rencontre est d'instruire les filles sur l'importance de la scolarisation, de les amener à avoir des ambitions, à rechercher l'excellence dans leur cursus scolaire.

Tandjouare

Apothéose des sensibilisations sur les produits FNFI

Les sensibilisations sur les crédits FNFI, l'assurance et la nécessité de se faire établir les cartes d'électeurs à l'intention des bénéficiaires des crédits dans les cantons ont pris fin le mercredi 10 octobre.

Organisé par le bureau FeBeSeF/Tandjouaré en collaboration avec la direction générale FNFI, vise à bien éclairer les communautés du Fonds National de Financement Inclusive (FNFI) sur les produits et à les encourager à sortir massivement pour le recensement électoral dans la zone du 11 au 25 octobre 2018 prochain en vue de se faire établir les cartes d'électeur.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari

Responsable web:
 Carlos Amevor

Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Alexandre Wémima
 Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
 Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

... Dès le début de la crise, c'est l'ANC qui avait plombé le jeu de bowling qui se déroule à l'Assemblée en s'abritant sous le parapluie de parti du chef de file de l'opposition, enjoignant à son adversaire démissionner de son poste à la CENI, au mépris des dispositions légales, qui lui confèrent, lui-même, le statut privilégié de parti du chef de file de l'opposition. De la même manière, l'UFC, d'où sont partis des dissidents qui ont fondé l'ANC, s'exercent au nom

de la Loi. L'Accord obtenu suite aux derniers travaux du Comité de suivi ne mandate dûment, ou « légalement » ni l'ANC, ni l'UFC de prendre une décision hautement souveraine de l'envoi direct de nouveaux membres à la CENI. Si c'était le cas, l'Assemblée nationale ne serait plus fondée de statuer sur cette question, au point d'en arriver à une situation très surchauffée.

Et pour mieux appuyer sur la plaie pour faire mal, on s'accuse toujours mutuellement du délit

de haute trahison, celui de comploter contre le règlement de la crise, sans bien évidemment pouvoir présenter des éléments de preuves inattaquables.

Cette quête ou revendication du privilège de pouvoir décider seul de l'ANC, et qui structure les discours et les plans de bataille des figures du parti de Jean-Pierre Fabre, a conduit à l'impasse et au statu quo actuel. L'ANC aurait pu négocier avec l'UFC dont les députés avaient pratiqué le boycott en septembre 2017 en soutien aux députés des partis membres de la

coalition.

Il se trouve que, le parti majoritaire a décidé de mettre les formes démocratiques dans la gestion des crises en se tenant, à l'écart de la crise de ANC-UFC, contrariant, du coup, les stratégies mises en branle par les protagonistes et surtout l'ANC.

Depuis hier, suite au coup de force, ou à la tentative, des frondeurs à l'Assemblée nationale, le parlement s'est transformé presque en un terrain pugilistique. Le spectacle affligeant vécu à l'Assemblée a choqué l'opinion publique togolaise

et dérouter tout autant les chancelleries étrangères qui ne comprennent plus rien au psychodrame qui se déroule à l'intérieur des murs de l'hémicycle.

Cette démonstration de force, même si elle n'a pas cédé à des dérapages, est un signe révélateur qui montre que les chances de faire passer les Réformes par voie parlementaire s'amenuisent. Dans cette situation, il est difficile d'envisager des réformes à l'hémicycle sans aller vers le pourrissement.

Dieudonné Korolakina

Résolution de la crise togolaise

Nathanaël Olympio : « nous devons trouver des solutions consensuelles en préservant le vivre ensemble »

Dans une interview accordée à l'Agence de presse Savoir News, le président du Parti des Togolais, Nathanaël Olympio, s'est prononcé sur les dernières évolutions sur la scène politique togolaise. Il fait le bilan du dialogue entre le pouvoir et la Coalition qu'il qualifie d'échec, accuse le pouvoir de fouler la feuille de route de la Cedeao au pied, demande à l'organisation sous régionale de se prononcer clairement et pense que la Coalition doit remettre la pression sur le gouvernement. On note toutefois dans ses propos, une volonté d'aller vers le consensus et l'apaisement.

Le successeur d'Alberto Olympio à la tête du Parti des Togolais ne digère pas ce qu'il qualifie « d'échec constaté ». Pour lui, la Coalition a été naïve en acceptant de dialoguer et accepter les recommandations de la Cedeao, tout en stoppant les manifestations. « La Coalition s'est prise les pieds dans le tapis. Nous devons retrouver notre esprit de fermeté et de combativité sans perdre notre capacité de flexibilité », a déclaré monsieur Olympio.

Les questions qui

intéressent le Parti des Togolais, tout comme le reste de la Coalition sont le découpage électoral, la dotation de cartes nationales d'identité et d'actes de naissance avant de s'engager dans l'élaboration du fichier électoral avec une biométrie intégrale, le scrutin à deux tours pour les législatives. Par ailleurs, Nathanaël Olympio pense qu'il faut revoir la composition et le fonctionnement de la Cour constitutionnelle, la Ceni, la limitation du mandat présidentiel et le mode de scrutin à deux tours pour

l'élection du président de la République.

Bon nombre de ces points sont pris en compte par la feuille de route de la Cedeao et selon les autorités togolaises aidées par un expert constitutionnaliste, un projet de loi sera envoyé à l'Assemblée nationale et en cas d'échec, un référendum aura lieu. Mais en ce qui concerne le processus électoral, il est bien en cours. La Cedeao est d'ailleurs bien représentée aux côtés de la Ceni pour la bonne marche du processus. Il reste donc aux acteurs de



Nathanaël Olympio

s'entendre sur l'essentiel pour avancer et doter le Togo d'institutions et de lois efficaces.

D'ailleurs le président du Parti des Togolais pense qu'il faut trouver des solutions consensuelles au nom de la paix. « Nous devons trouver les mécanismes les plus

adaptés pour faire évoluer les choses. Nous devons trouver les mécanismes qui permettent aux Togolais d'aborder les questions de fond et de trouver des solutions consensuelles en préservant le vivre ensemble », a indiqué Nathanaël Olympio aux confrères de Savoir News.

Edem Dadzie

Assemblée nationale/Nomination des représentants de la C14 à la Ceni

4 membres sur les 5 élus, le cas UFC divise toujours

Mésentente, tensions, déchirements, boycott, voilà le feuilleton proposé une énième fois par l'opposition hier à l'Assemblée nationale. Au lieu de 5, c'est finalement 4 des représentants des 14 partis de la Coalition des 14 partis de l'opposition que l'Assemblée nationale a nommés hier au cours de la session plénière de nomination des occupants des sièges (au sein de la Ceni) au titre de l'opposition parlementaire. Le nœud du différend est le refus de la C14 de se faire représenter par un membre de l'UFC qui est cependant un parti parlementaire et de surcroît avec déjà un membre à la Ceni. Face à cette situation, les députés de la majorité prennent leur responsabilité.

La nomination des 4 sur 5 s'est déroulée dans une ambiance surchauffée et a été boycottée par les députés de l'opposition. Désormais, 7 des 8 personnes proposées par la Coalition de l'opposition ont reçu l'aval du Parlement, en attendant une réaction du Comité de suivi de

la Cedeao. La faute à la présence du représentant de l'Union des Forces de Changement (UFC) qui siège déjà à la Ceni au nom de l'opposition parlementaire. La solution alternative trouvée par les députés sur proposition du président de l'Assemblée, Dama Dramani a été de

nommer 4 membres sur la liste de la Coalition en attendant que le Comité de suivi de la feuille de route de la Cedeao se planche sur le droit de siège du parti de Gilchrist Olympio. Sur la liste désignée par la Coalition, Francis Pédro Amuzun de l'ANC est mis de côté pour l'instant. Son cas

sera clarifié par le comité de suivi, selon Christophe Tchao, président du groupe parlementaire Unir. « L'ANC et UFC ont écrit au comité de suivi pour poser le problème de la représentativité de l'UFC à la Ceni. Le Comité de suivi doit se réunir prochainement pour donner une qualification précise sur ce sujet. Mais en attendant le président du Parlement a proposé qu'on nomme quatre membres pour permettre à l'opposition de contribuer au processus électoral », a

expliqué Christophe Tchao. Ils ont nommé au titre de l'opposition parlementaire Edem Atantsi et Jean-Jacques Teko de l'Alliance nationale pour le Changement (ANC), Kodzo Awudi du Comité d'Action pour le renouveau (Car) et Yamba Pessinaba de l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (Addi). En attendant la réaction du comité de suivi de la Cedeao sur le dilemme, l'opposition semble afficher une fébrilité politique.

La rédaction

Rwanda/Remaniement ministériel

Après le départ de Louise Mushikiwabo, Kagame forme un gouvernement paritaire réduit

Au Rwanda, le président Paul Kagame a remanié son gouvernement. Il concerne notamment deux portefeuilles stratégiques : les Affaires étrangères et la Défense. Pour le premier, Louise Mushikiwabo, élue à la tête de la francophonie, laisse sa place, quant au ministre James Kabarebe, il devient conseiller spécial du président.

C'est tout d'abord un gouvernement plus restreint, plus féminin qu'a désormais le Rwanda. Le nombre de ministères passe de 31 à 26, dont la moitié est occupée par des femmes. Après l'Éthiopie, il y a quelques jours, le Rwanda devient donc le second pays africain à respecter l'équilibre paritaire. « Ce nouveau remaniement vise à rendre le gouvernement plus structuré, plus efficace et davantage axé sur les services aux populations », a expliqué la présidence dans un communiqué officiel. Le gros changement de

ce gouvernement, c'est le départ de deux poids lourds. Après dix ans à la tête de la diplomatie rwandaise, Louise Mushikiwabo s'en va pour devenir la nouvelle secrétaire générale de la Francophonie. Elle est remplacée par Richard Sezibera, ancien secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est. Plus inattendu, c'est le départ d'un des piliers du régime, James Kabarebe. Ministre de la Défense depuis 2010, ex-chef d'état-major de l'armée, et ancien compagnon de lutte du président Kagame lors du génocide, ce dernier

occupera désormais le poste nouvellement créé de conseiller spécial du président pour les questions de sécurité.

S'agit-il d'une promotion ou d'une mise à l'écart ? James Kabarebe fait partie des sept proches du président Kagame inculpés en France dans l'enquête sur l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, qui a précipité le génocide en 1994. Sept personnes contre qui le parquet de Paris a justement demandé la semaine dernière l'abandon des poursuites faute de preuves suffisantes.



Kagame et Mushikiwabo

Pour le chercheur André Guichaoua, il faut comprendre ce qu'il considère comme « l'éviction » de James Kabarebe dans ce contexte et dans celui de l'élection de Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie. « James Kabarebe est le personnage-clé de la procédure engagée en France, rappelle-t-il. Au vu des succès récents acquis au niveau international, il

faisait tâche d'autant qu'il avait plus ou moins été mis en retrait depuis plusieurs années, surtout depuis la relance de la procédure en 2017 quand il a été à nouveau convoqué par Paris ». Kabarebe sort-il du jeu ? Une analyse contestée par des responsables rwandais. Si James Kabarebe perd en visibilité, il ne perd pas en influence et garde un regard sur la Défense.

T.M.

Bénin

Condamné à 20 ans de prison, Ajavon se réfugie en France

Dans la rocambolesque affaire des 18 kg de cocaïne découverts dans l'un de ses conteneurs, l'homme d'affaires béninois Sébastien Ajavon ne sait plus où donner de la tête. Blanchi faute de preuves tangibles le reliant à ce crime, l'opposant béninois a été rattrapé par la Cour de répression des infractions économiques et terroristes (Criet) qui l'a condamné à une peine de 20 ans de prison et lancé un mandat d'arrêt international à son encontre. L'asile qu'il demande en France saura-t-il l'épargner de cette peine ?

Telle est la première question que l'on devrait se poser, à la lecture de cet épisode béninois. Car pour qui connaît bien les relations qui existent entre le pouvoir béninois et l'Élysée, il y a lieu de s'inquiéter sur les possibilités d'extradition de l'opposant poursuivi par la

justice de son pays. Même si les avocats de Sébastien Ajavon ont décidé de se pourvoir en cassation pour démontrer que la condamnation de l'opposant à 20 ans de prison et 5 millions de francs CFA (7 500 euros) d'amende pour trafic de

cocaïne n'est pas conforme à la loi, la demande d'asile en France ne sera qu'un sursis, le temps que la Cour suprême ne confirme la décision de la Criet. D'après Maître Renaud Agbodjo, l'un des avocats de Sébastien Ajavon, il faudra attendre plusieurs mois



Sébastien Ajavon

avant que la Cour suprême du Bénin ne rende sa décision. Mais les proches de l'homme d'affaires

se disent déterminés à poursuivre la bataille jusqu'au bout.

La défense pointe des irrégularités dans la procédure. Les avocats de Sébastien Ajavon affirment ne pas avoir eu accès au dossier pénal de leur client. Ils estiment également que la Criet n'a pas tenu compte de sa relaxe, en 2016, par le tribunal de première instance de Cotonou. Le procureur spécial de la Criet, Ulrich Gilbert Togbonon, se refuse à commenter ces accusations.

T.M.

Mali

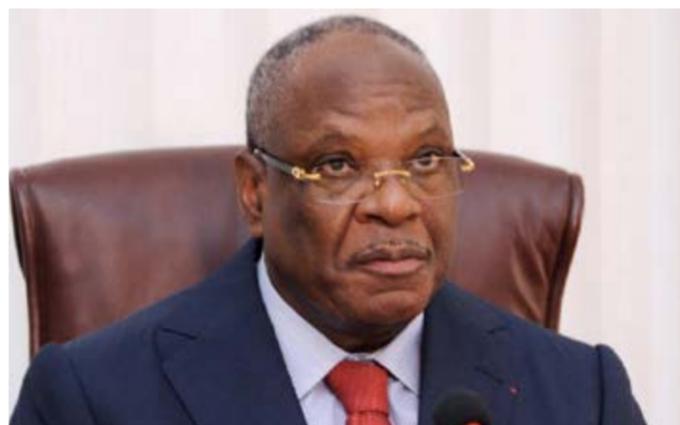
Une convergence de partis politiques formée contre IBK

Composé d'anciens candidats à la présidentielle malienne, d'une dizaine de partis politiques de l'opposition et de la majorité, ainsi que d'associations, ce front se fixe deux objectifs : se dresser contre la mauvaise gouvernance, et le report des législatives, considéré comme « un tripatouillage juridique ».

Le front a été porté sur les fonts baptismaux dimanche 21 octobre 2018 à Bamako. Alors qu'au niveau du parti au pouvoir, la sérénité semble régner, cette coalition au sein de laquelle on retrouve des partis politiques de la majorité et d'anciens ministres du président IBK, marque un premier coup

dur au président Ibrahim Boubacar Keita depuis sa réélection à la tête du Mali au cours de la dernière élection présidentielle dans le pays.

Moussa Mara, ancien Premier ministre du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), est membre du nouveau front : « Comment



Le président IBK du Mali

peut-on accepter que des députés votent pour la prolongation de leur propre mandat. Le partenariat avec

la Cour constitutionnelle n'est rien d'autre qu'un coup d'État déguisé contre la démocratie malienne ».

Housseini Amion Guindo était, lui, candidat à la dernière présidentielle et ancien ministre du même président IBK, jusque-là membre de la mouvance présidentielle, il est désormais l'un des poumons du nouveau pôle politique. Il dévoile ici un autre objectif de la plateforme, la gouvernance au Mali : « Notre combat contre l'omnipotence d'un homme ou d'un clan aura une valeur pédagogique. Le Mali dans sa gouvernance actuelle a besoin de consensus le plus large possible et non de mépris et d'exclusion ».

T.M.

Salon international du transport et de la logistique Le Togo accueille la troisième édition du 30 octobre au 5 novembre

La troisième édition du Salon international du transport et de la logistique (SITLA) se tiendra du 30 octobre au 5 novembre prochain à Lomé. L'événement aura lieu sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé et regroupera des exposants de plusieurs pays de la sous-région.

Le choix du Togo pour accueillir cette 3ème édition du SITLA est belle opportunité d'affaires et une occasion pour concrétiser son projet de hub logistique. Selon le Plan national de développement (PND 2018-2022), le Togo

veut devenir un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires. Pour la mise en œuvre de ce plan, le gouvernement mise sur le secteur privé. Le pouvoir public togolais a appelé ce secteur à contribuer à 65%, environ 2999,1 milliards.

Cette rencontre réunira des acteurs du transport terrestre, maritime et aérien venus de plusieurs pays. Le Togo joue un grand rôle dans la sous-région en matière de transport et de la logistique, notamment à travers son port en



La plateforme portuaire de Lomé

eau profonde. Le Port de l'hinterland: le Burkina autonome de Lomé est une Faso, le Mali et le Niger. porte d'entrée aux pays

Félix Tagba

Investissement étranger

Le Togo enregistre une hausse de 4,9% en 2018

L'investissement étranger connaît une hausse au Togo. Selon un dossier publié dimanche dernier par Jeune Afrique, on note une augmentation de l'investissement étranger de 4,9% en 2018. Pour réaliser son programme de développement et favoriser la croissance de son économie, le Togo mise sur des investissements privés.

Depuis plusieurs années, les flux d'investissements étrangers sont en augmentation au Togo. La stabilité sociopolitique du pays favorise l'entrée de nouveaux investissements. Le pouvoir public togolais veut attirer plus d'investissements privés pour favoriser la croissance de son économie.



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a entrepris des réformes pour faciliter de nouvelles opportunités d'investissements. Ces réformes permettront également l'entrée des investissements dans le cadre des partenariats publics-privés. Les secteurs des transports et de l'énergie, du logement

de l'agroalimentaire devront bénéficier de ces investissements en vue de booster la croissance économique du pays. Le pays offre des opportunités d'investissement. Cela a entraîné la hausse des recettes de certaines sociétés. Le Port autonome

de Lomé par exemple enregistre une hausse de ses recettes fiscales. Entre 2014 et 2017, les recettes fiscales du port se sont élevées à 32,5%. Une bonne nouvelle pour le Togo puisque ce port est un poumon économique pour le pays.

F.T.

Agriculture

De nouveaux camions bennes à la NSCT pour mieux acheminer sa production

Selon le site Republicoftogo, l'Etat a mis à la disposition de la Nouvelle Société cotonnière du Togo (NSCT) de nouveaux camions bennes. Cet appui du gouvernement togolais permettra à cette société d'acheminer facilement sa production et de produire une plus grande quantité.

Le coton est la première et principale culture de rente du Togo. Il occupe la première place dans la production agricole nationale. Le coton apporte près de 40% des recettes d'exportation. Ce secteur doit être modernisé pour accroître la production et les recettes d'exportation. A l'horizon 2022, le Togo veut accroître sa production de

200 000 tonnes et avoir un rendement moyen au champ de 1600 Kg/ha. Le pays mise également sur une production de qualité. En dotant la NSCT de nouveaux camions bennes, l'Etat togolais veut faciliter l'acheminement de la production cotonnière. Les volumes transportés devraient augmenter de 20%.

Le coton est cultivé dans toutes les régions du Togo et le secteur emploie plusieurs personnes. Le coton togolais est principalement exporté en Afrique et en Europe. La production cotonnière a enregistré une hausse de 8% à 117000 tonnes pour le compte de la campagne 2017/18.

F.T.

Programme national de développement

L'État rend possible la construction d'une usine de fabrication de sucre au Togo

Lancé il y a deux ans, le projet du gouvernement togolais consistant à construire une usine de fabrication de sucre dans la plaine de l'Oti porte déjà ses fruits. Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du Plan national de développement (PND 2018-2022), et prévoit de créer des pôles de croissance au niveau de chaque région du pays. Selon l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra), chargé de mener à bien cette ambition gouvernementale, les travaux pour une implantation effective de l'usine ont connu une grande avancée.



Selom Klassou

Le Togo prévoit de se doter à l'échéance 2020, d'une usine de fabrication de sucre dans la région des Savanes (plaine de l'Oti). Selon Bonfoh Bèdibè, directeur de l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra), le projet a été confronté à quelques contraintes comme l'incapacité de la canne à sucre du Togo, à produire du sucre de bonne facture. Ainsi, les recherches expérimentales entamées depuis un an et en cours sur le site de Sadori dans le nord du pays, concernant les cannes à sucre adaptées, ont été minutieusement faites. « Avec les moyens financiers reçus, nous avons acheté 43 variétés de canne à sucre de la Thaïlande, des Etats-Unis et d'autres pays (...). Parmi les 43 variétés, nous avons au cours des expérimentations, trouvé 10 qui sont très efficaces et qui peuvent produire beaucoup de canne et donner assez de sucre. (...) Avec les dix variétés qui sont déjà retenues, nous allons pousser les expériences afin de dénicher les deux ou trois meilleures pour une très bonne production dans la vallée de l'Oti », a expliqué le directeur au site d'information Agri Digitale. Les résultats de ces essais doivent permettre de planter sur 20 000 hectares, la canne destinée à produire un sucre de qualité. Le gouvernement a prévu d'implanter 10 agropoles sur l'ensemble du territoire, dont 2 dans les Savanes.

Attipoe Edem Kodjo

Fonds Vert pour le Climat

Les processus respectés par le Togo pour un financement du projet

Le gouvernement togolais a examiné puis adopté, vendredi 12 novembre dernier en Conseil des ministres, un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du cadre institutionnel de mise en œuvre du Fonds vert pour le climat (FVC). Lancées depuis mars 2017 au plan national, les activités du processus de préparation pour l'accès au Fonds vert pour le Climat ont permis de renforcer les capacités techniques des acteurs dans la formulation des projets climat et la formulation d'un programme pays servant de cadre d'interaction entre le Fonds et le Togo.

Contexte et objectifs du Fonds Vert pour le Climat



Le ministre André Johnson

Fruit d'un consensus réunissant 194 gouvernements et lancé fin 2011, le Fonds vert pour le climat (FVC) est le mécanisme financier de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Le Fonds a pour objectifs de limiter ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement et d'aider les communautés vulnérables à s'adapter aux impacts déjà ressentis des changements climatiques. Il entend apporter une contribution ambitieuse à la réalisation des objectifs d'atténuation et d'adaptation de la communauté internationale, dans le but de maintenir

l'élévation moyenne de la température de la planète en dessous de 2 °C.

Cet instrument joue un rôle important dans la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat. Il déploie une gamme d'instruments financiers à savoir les subventions, les prêts, les prises de participation et les garanties. Le Togo travaille depuis mars 2017 sur ce dossier d'adhésion, ce qui a permis de renforcer les capacités techniques des acteurs dans la formulation des projets climat et la formulation d'un programme pays servant de cadre d'interaction entre le Fonds et le Togo.

Mécanisme du Fonds Vert pour le Climat

Les acteurs se sont formés à la maîtrise du mécanisme du Fonds Vert pour le Climat.

Le ministre de l'Environnement et des Ressources forestières (MERF), André Johnson, a

présidé les travaux de l'atelier de formation des acteurs clés du Togo sur la finance climat et de concertation sur la procédure de non objection du Fonds Vert pour le Climat, le mercredi 10 mai 2017, à son cabinet. L'atelier a réuni une soixantaine de personnes venues des entités publiques, des ONG, des états-majors politiques, des institutions de recherches et des finances. Pour accéder au portefeuille du Fonds Vert Climat, il y a un certain nombre de préalables à maîtriser.

Notamment les aspects techniques, financiers et institutionnels. Au niveau du Togo on a remarqué une certaine faiblesse de ces aspects et le Togo n'est pas le seul pays. Pour permettre à tous les pays nécessaires de cerner l'éligibilité des projets à ce Fonds, le Centre de Suivi Ecologique de Dakar assiste les acteurs nationaux de la sous-région. C'est dans cette logique que le présent atelier se tient et a pour but de renforcer les capacités des acteurs à se familiariser avec les mécanismes, procédures et modalités d'accès aux ressources des différents

Fonds climatiques et de définir une procédure de délivrance des avis de non objection sur les projets/programmes à soumettre au Fonds. Les efforts pour améliorer l'accès au financement climatique ont eu des résultats mitigés ces dernières années.

Selon le consultant M. Hans Djamba, au Togo l'entité nationale doit pouvoir bien analyser la politique des Fonds et bien formuler les projets pour accroître ses chances d'accéder aux financements climatiques afin de recevoir et gérer les Fonds à grande échelle. La formation est axée essentiellement sur des modules tels que les besoins éligibles à la finance climatique, son architecture, la valeur ajoutée du Fonds vert pour le climat, l'analyse financière et environnementale des projets climatiques, etc. Le ministre Johnson a félicité le secrétariat du Fonds Vert Climat pour son appui financier à la tenue de l'atelier qui s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation du FVC au Togo afin de lutter efficacement contre les effets pervers des changements climatiques.

La pré-validation de la stratégie du programme pays du FVC Togo

La préparation de la stratégie Pays du Fonds Vert Climat (FVC) a évolué normalement. Le 22 décembre 2017, les experts de la thématique se sont retrouvés au Casef à Lomé pour pré-valider le document proposé par les consultants en prélude à la validation nationale du comité FVC après l'enrichissement de ce dernier qui constitue un cadre de référence. Le programme pays du FVC du Togo est en pré-validation par un groupe restreint coopté par la direction de l'Environnement, tous spécialistes des questions

relatives aux changements climatiques. Le processus du FVC, selon le point focal, M. Agrignan Sam a suffisamment évolué.

La preuve, c'est que le draf du PP-FVC est disponible et permet au pays d'interagir avec le FVC, les différents formulaires, procédures et modèles exigés sont connus des acteurs nationaux, une large sensibilisation est aussi faite à travers le pays sur ce nouveau concept. La présente validation, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le respect de la conformité des



TDR avec le travail proposé par les consultants. Ce document de 61 pages, y compris les annexes est subdivisé en trois grandes parties dont, le contexte national, le Programme Pays et engagement envers le FVC et enfin, le suivi et l'évaluation de l'implantation du Programme Pays. C'est un document cadre qui comporte 9 chantiers

pour la période 2018-2030. Parmi les 9 chantiers, 4 sont pour l'atténuation et 5 pour l'adaptation. Le coût de tous ces chantiers est évalué à 1 milliard 400 millions de dollars (US) soit 700 milliards de francs CFA, dont 747 millions de dollars pour les projets d'adaptation et 293 millions pour ceux de l'atténuation.

Validation du programme-pays, nouvelle étape pour bénéficiaire du Fonds vert pour le climat

Trois mois après, le Togo a procédé, en mars dernier, à la validation de son programme pays du Fonds vert pour le Climat. Un atelier a été organisé à cet effet, auquel ont pris part des acteurs environnementaux et des cadres des ministères impliqués, notamment ceux du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières.

Une nouvelle étape a été franchie afin de bénéficier de financements allant dans le sens de la lutte contre les changements climatiques. Le Togo, pour élaborer son programme-pays, s'est, à l'instar d'autres pays, focalisé sur la réalisation de grands projets structurants, correspondant à chacune des dimensions « adaptation » et « atténuation

» que comporte la lutte contre les changements climatiques. Il s'agissait d'identifier les domaines d'investissement climatique pour une période de plus de 10 ans, afin de disposer d'un portefeuille de projets prêt à être soumis au fonds, pour financement. Cette rencontre qui a rassemblé 85 acteurs issus du secteur public et privé, des organisations de la société civile, des collectivités à la base, des institutions bancaires et de l'Assemblée nationale a été ouverte par le ministre André Johnson de l'Environnement et des Ressources forestières. L'atelier a été soutenu techniquement par le Centre de Suivi Ecologique (CSE) de Dakar, puis financé par le FVC. « Le Togo s'est lancé dans un processus

qui seront soumis à évaluation aux prochaines sessions du conseil d'administration du Fonds», a précisé le ministre.

Le Fonds offre aux pays bénéficiaires un accès aux financements par le biais d'entités de mise en œuvre nationales et infranationales dûment accréditées, et d'intermédiaires (incluant des ONG, ministères, banques de développement nationales et autres organisations nationales ou régionales qui répondent aux normes du Fonds). Les pays peuvent également accéder aux financements par le biais d'entités internationales ou régionales accréditées, telles que les banques de développement multilatérales



de formulation de plusieurs projets couvrant les domaines de gestion des catastrophes naturelles, de production d'énergie propre, d'agriculture et du renforcement de la résilience des communautés vulnérables avec le soutien des partenaires

et régionales, et les agences du système des Nations-unies. Des structures du secteur privé peuvent elles aussi être accréditées comme instrument de mise en œuvre.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MONKIOSK.com

www.monkiosk.com

OU

sur le portail

Lome.com

www.alome.com



APPEL À CANDIDATURES 2018-2020

LICENCE PROFESSIONNELLE EN JOURNALISME

CONTEXTE	CONSTITUTION DU DOSSIER	LIEU DE DEPÔT DES DOSSIERS
<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante deux (2) du Projet de formation et d'appui au secteur de l'audiovisuel et des médias – (PROFAMED-Togo), coordonné par l'Université de Lomé (représentée par l'Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts), un appel à candidature est lancé pour la présélection des candidats (professionnels des médias d'Etat et privés) en vue d'un programme de formation continue diplômant en licence professionnelle journalisme à l'ISICA, sur deux ans après une procédure de Validation des Acquis Professionnels.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Copie du BACII ou tout autre diplôme équivalent reconnu par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; 2. Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport, à défaut une copie de la carte de presse en cours de validité ; 3. Curriculum vitae détaillé ; 4. Attestation de service; 5. Preuves des expériences professionnelles en relation avec la formation (déclarations des employeurs, attestations d'emploi, contrats, articles publiés ou émissions produites) 6. Lettre de motivation adressée à la Directrice de l'ISICA 7. Rapport d'acquis de l'expérience professionnelle (formulaire à télécharger sur le site www.unlv-lome.tg et à remplir) 8. Quittance de 10 000 FCFA (reçu de la BTCI portant le nom du candidat) 	<p>ISICA UNIVERSITE DE LOME</p>
<p>PUBLIC CIBLE Professionnels de l'information avec 5 ans d'expérience confirmée en presse écrite, presse en ligne, radio ou télévision.</p>		<p>DATES DE DEPÔT DES DOSSIERS 10 au 24 OCT 2018</p>
<p>COUT DE LA FORMATION 350 000FCFA par an 300 000FCFA payés par le projet par an 50 000FCFA payé par le candidat retenu par an</p>	<p>LIEU DE PAIEMENT DE LA QUITTANCE BTCI : UL 370240103000590160020771</p>	
<p>DUREE DE LA FORMATION Deux (2) années académiques</p>	<p>PROCEDURE DE SELECTION Présélection Entretien Individuel Sélection Définitive 25 au 31 octobre 2018 Résultats Sélection 04 NOVEMBRE 2018</p>	
<p>CONDITIONS REQUISES Bac II + 5 années d'expérience confirmée en Presse écrite, presse en ligne, radio ou télévision</p>		



Institut français du Togo

A la découverte de ses services

Le centre culturel français de Lomé devenu l'Institut français du Togo (IFT) veut se faire mieux découvrir au public. A cet effet, l'institut culturel choisit deux jours pour mieux présenter son espace et ses services à tous les amoureux de la culture et à tout le public togolais. Le premier rendez-vous a lieu le samedi 20 octobre dernier, et la seconde rencontre est prévue ce mercredi 24 octobre.



L'Institut français du Togo

L'Institut français du Togo est réputé pour être un lieu un lieu dédié aux activités artistiques et littéraires. Au-delà de l'IFT est également un espace communautaire dédié à l'apprentissage

de la langue française, à la promotion de l'éducation, aux loisirs et aux échanges interculturels.

L'institut veut présenter ses activités et ses programmes dans toutes les dimensions aux Togolais désireux d'en savoir plus.

« Vous voulez continuer vos études en France ? Découvrir les nouveaux espaces de la médiathèque et notre bibliothèque numérique Culturethèque ? Faire une partie de jeux-vidéo avec vos amis ? Regarder gratuitement un bon film ? Aider vos enfants ou vos neveux & nièces à s'épanouir ? Suivre

un concert ? Découvrir une exposition ? Vous trouverez forcément chez nous une activité qui vous comblera » écrit l'IFT sur son site, tout en garantissant un accueil des plus chaleureux à ses visiteurs.

Inauguré au Togo en 1963, en tant que centre culturel français avant de devenir Institut Français en 2011, l'IFT fait partie du réseau des 96 instituts français répartis dans le monde. L'institut propose différentes activités culturelles en plus des cours de français.

La rédaction

Musique

L'intégration africaine via Festi-Mia

Lomé, la capitale togolaise accueillera en novembre prochain, de grands événements culturels d'envergure internationale. Parmi ces événements, figure la première édition du Festival des musiques pour l'intégration africaine (Festi-Mia) qui se tiendra du 9 au 11 novembre prochain.

Le Festival des musiques pour l'intégration africaine (Festi-Mia) est une première qui voit le jour sur l'initiative de l'artiste togolais Master Popa.

« Faire de la musique un vecteur de l'intégration et de la cohésion entre les artistes », tel est l'objectif principal du Festi-Mia. L'événement met au premier plan

la diversité musicale pour la découverte et le brassage culturel entre les peuples africains.

D'après Master Popa, le Festi-Mia entend défendre les valeurs culturelles, artistiques, touristiques intégratrices et humanitaires en Afrique.

La première édition de ce rendez-vous international des artistes africains sera

marquée par des actions humanitaires, des rencontres artistiques, des visites touristiques.

La grande messe de ce festival est prévue, le 10 novembre 2018 au stade omnisport de Lomé. Seront sur scène des artistes comme Kerozen de la Côte d'Ivoire, Vano Baby et Jah Verity du Bénin, Mr Léo du Cameroun ainsi que les grands noms de



Conférence de lancement du Festi-Mia

la musique togolaise à l'instar de King Minsah, Etane, Bibi Reine et K-Roll.

Pokatingue Parou alias Master Popa s'affirme comme une valeur de la sphère musicale togolaise. Chantant en mina, moba et français,

le colonel de la musique togolaise « Master Popa » se singularise par son style de musique, l'Afro Rap (Hip Hop africain). Il marque plusieurs scènes musicales togolaises, béninoises, ghanéennes et burkinabés.

N.E.

Lire

« Le manuscrit retrouvé » de Paulo Coelho. Ed Flammarion. 2013 Pp 188-190

« ...L'homme vend son magasin et s'en va. Il devient solitaire et amer, pensant qu'il ne pourra plus jamais faire confiance à personne. Il est vrai qu'il y a des vases qui se brisent, le pacte de loyauté a été détruit. Dans ce cas, mieux vaut balayer les débris et les jeter à la poubelle, parce que ce qui a été brisé ne sera jamais plus comme avant. Mais d'autres fois, le vaisselier se fend à cause de phénomènes

étrangers aux desseins humains: il peut s'agir d'un tremblement de terre, d'une invasion ennemie, de la négligence de quelqu'un qui est entré dans le magasin sans bien regarder partout. Hommes et femmes s'accusent les uns les autres du désastre. Ils disent: « Quelqu'un aurait dû voir ce qui allait arriver. » Ou alors: « Si j'avais été responsable, ces problèmes auraient été évités. » Rien n'est plus faux. Nous sommes tous prisonniers dans les sables du temps, et nous n'avons aucun contrôle sur ces événements. Le temps passe, ce vaisselier qui s'est brisé est réparé.

D'autres vases qui luttent pour trouver leur place dans le monde sont placés là. Le nouveau patron du magasin, comprenant que tout est passager, sourit et se dit: « La tragédie m'a offert une opportunité et je tâcherai de la mettre à profit. Je découvrirai des œuvres d'art dont je n'ai jamais imaginé l'existence. » La beauté d'un magasin de vases de porcelaine réside dans le fait que chaque pièce est unique. Mais quand elles sont placées les unes à côté des autres, elles montrent l'harmonie et reflètent ensemble la sueur du potier et l'art du peintre. Chaque œuvre

d'art ne peut pas dire: « Je veux être quelque part en évidence et je sortirai de là. » Parce qu'au moment où elle tenterait de le faire, elle se transformerait en un monceau de pièces cassées, sans aucune valeur. Et ainsi sont les vases, et ainsi sont les hommes, et ainsi sont les femmes. Et ainsi sont les tribus, et ainsi sont les bateaux, et ainsi sont les arbres et les étoiles. Quand nous comprendrons cela, nous pourrions nous asseoir à la fin de l'après-midi à côté de notre voisin, écouter avec respect ce qu'il a à dire et dire ce qu'il doit entendre. Et aucun de nous deux ne

tentera d'imposer ses idées à l'autre. Au-delà des montagnes qui séparent les tribus, au-delà de la distance qui sépare les corps, il existe la communauté des esprits. Nous en faisons partie, et là il n'y a pas de rues peuplées de mots inutiles, mais de grandes avenues qui rapprochent ce qui est éloigné, même si de temps en temps on doit les réparer à cause des dommages que le temps a causés. Ainsi, l'amant qui revient ne sera jamais regardé avec méfiance, parce que la loyauté a accompagné ses pas... »

Erosion côtière, pollution plastique, défécation à l'air libre

La côte togolaise de Baguida dans un état lamentable

L'érosion côtière, la pollution plastique et la défécation à l'air libre, sont des phénomènes qui touchent toutes les villes côtières du Togo. Baguida, qui fait partie de cette catégorie de villes, n'est pas épargnée. Une activité de salubrité organisée le samedi 13 octobre dernier a permis à des volontaires mobilisés pour la cause de se rendre compte de l'ampleur du phénomène.

L'érosion côtière qui est un phénomène qui se produit en de nombreux endroits du globe, menace la subsistance des communautés vivantes au niveau des côtes. Actuellement, à Baguida, une route est déjà dans l'océan. Certaines maisons et lieux de repos ont aussi disparu dans la mer. L'eau continue chaque jour de creuser un peu plus. Les toutes prochaines maisons ne sont pas loin de l'écroulement.

Le gouvernement et des initiatives privées essaient d'amoindrir le phénomène, mais l'impact n'y est pas encore véritablement. De grands investissements sont nécessaires et le gouvernement et ses partenaires s'y activent.

Mais il va falloir aller plus vite.

L'autre phénomène qui touche la côte et qui est cette fois plus lié aux actions humaines, est la pollution plastique. On se rappelle que cette année, la journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin avait pour thème : « combattons la pollution plastique ». Des tonnes de plastiques sont déversées chaque jour dans l'océan avec des conséquences énormes sur la biodiversité sous-marine. Au niveau de Baguida, une bonne partie des objets plastiques qui jonchent la plage, vient de la consommation locale. Une autre partie est rejetée par la mer.

Malgré cela, l'on continue à en produire en grande quantité. La



Les volontaires s'activant au bord de la côte érodée de Baguida

consommation elle non plus ne cesse d'augmenter. Alors qu'il y a seulement quelques mois, les Nations unies appelaient à « réduire l'utilisation des matières plastiques à usage unique ». On doit aller rapidement vers la conscientisation des populations vivant au bord de la côte qui continuent malgré la menace de jeter leurs déchets sur la plage. Malheureusement, beaucoup d'entre eux s'en fichent complètement. Même le fait de voir des volontaires venus d'ailleurs pour aider à réduire la quantité de ces

déchets sur la plage, ne les émeut guère. Au contraire, ils s'en moquent, restent indifférents et traitent même ces derniers d'opportunistes.

Certains sont tout de même touchés par l'action et regrettent la situation d'insalubrité qui règne sur la plage. C'est l'exemple de ce monsieur qui nous a confié : « vous savez, cela nous dérange de jeter ces déchets sur la plage, mais nous n'avons pas d'autres solutions. On nous a demandé de garder nos déchets pour la collecte, mais personne ne vient les chercher ».

Ont-ils quand même un comité de développement ? « Oui, mais ils sont venus nous sensibiliser et après on ne les voit plus. Mais nous vous promettons de faire un effort pour lutter contre cette pollution », a-t-il affirmé.

L'autre fléau très remarquable sur la plage de Baguida est la défécation à l'air libre. Un phénomène qui menace la santé humaine au-delà de la pollution environnementale qu'il occasionne. D'ailleurs, au moment où les volontaires étaient occupés à la tâche, des riverains se permettaient de faire leurs besoins sur la plage. Beaucoup de déchets plastiques se trouvaient dans des WC à ciel ouvert, ce qui compliquait le travail des volontaires. Un travail de sensibilisation s'impose au niveau des riverains de la plage de Baguida afin de réussir la lutte contre ces phénomènes qui menacent l'environnement, mais aussi le vécu des populations.

Edem Dadzie

Adaptation aux changements climatiques

Garbal au service des éleveurs-pasteurs dans le nord du Mali

Face à la résurgence des événements climatiques extrêmes, l'Agence spatiale néerlandaise, des associations d'éleveurs sur le terrain et Orange Mali ont mis à la disposition des éleveurs-pasteurs, depuis novembre 2017, des informations sur les ressources en eau et le pâturage.

Le projet dénommé Garbal a pris naissance à Gao et Ménaka dans le nord du Mali, des zones qui sont frappées par la sécheresse. Garbal est une agrégation d'informations provenant des satellites sur la disponibilité de la biomasse (déchets végétaux, herbes) et des ressources en eau. Des informations brutes venant du terrain sur la qualité de la biomasse, sur la concentration du cheptel, le prix du bétail, le prix des céréales sont envoyées aux bergers.

« Pour accéder au service Garbal, on utilise des téléphones mobiles pour des appels directes au centre d'appel ou alors à travers des requêtes par SMS », explique Jean de Matha Ouedraogo, directeur de la SNV au

Mali, une organisation néerlandaise de développement. Selon M. Ouedraogo, le service Garbal vise l'amélioration de la résilience des éleveurs-pasteurs face aux événements climatiques extrêmes.

Près d'un an après son lancement, Garbal a obtenu des résultats qui montrent l'adhésion des bénéficiaires à l'initiative. Près de 1200 appels et 32000 requêtes SMS ont été enregistrés à ce jour. 21500 utilisateurs se sont inscrits. Plus de 90% des bénéficiaires indiquent avoir pris des décisions selon les informations reçues. Garbal a aussi permis de minimiser les pertes en termes de décès d'animaux et aux éleveurs de s'orienter sur le terrain.

Source : Rfi

Lutte contre la faim dans le monde

Les Nations unies alertent sur l'impact des extrêmes climatiques

Un récent rapport des Nations unies rappelle que la lutte contre la faim n'est pas gagnée d'avance. Surtout avec l'intensification des extrêmes climatiques, il urge de prendre des mesures idoines.

Les changements climatiques compromettent déjà la production de cultures importantes telles que le blé, le riz et le maïs dans des régions tropicales et tempérées. Si l'on ne renforce pas la résilience face au climat, la situation devrait s'aggraver, tandis que les températures augmentent et deviennent plus extrêmes. Les analyses proposées dans le rapport révèlent que la prévalence et le nombre de personnes sous-alimentées tendent à être plus importants dans les pays fortement exposés aux extrêmes climatiques.

Le taux de sous-alimentation est encore plus considérable lorsque l'exposition aux extrêmes climatiques est associée

à une forte proportion de la population dépendante de systèmes agricoles particulièrement sensibles aux précipitations et à la variabilité climatique. Affectant les zones de cultures agricoles, les températures continuent de dépasser la moyenne à long terme pour la période allant de 2011 à 2016, entraînant ainsi une multiplication des périodes de chaleur extrême ces cinq dernières années.

Les saisons des pluies connaissent également une évolution avec un début précoce ou tardif et une répartition inégale des précipitations d'une saison à l'autre. La production agricole est lourdement affectée par cette situation qui a également pour effet de provoquer

des pénuries alimentaires, avec notamment des répercussions sur la hausse des prix des produits alimentaires, sur la baisse des revenus et sur l'accessibilité des populations à la nourriture. « Si nous souhaitons parvenir à un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition d'ici 2030, il est impératif d'accélérer et d'intensifier les actions visant à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des systèmes alimentaires, ainsi que les moyens d'existence des populations face à la variabilité climatique et aux événements climatiques extrêmes », préviennent les dirigeants des organismes spécialisés de l'ONU.

Edem D.

Les Lacs artificiels

Le dernier rempart des Loméens face aux risques d'inondation

La semaine dernière, le directeur de l'Agence nationale de la protection civile (ANPC), alertait les populations sur de possibles averses. Une information qui a certainement inquiété les Togolais surtout ceux de Lomé. Il y a quelques années, l'on n'avait pas besoin de grosses averses pour que la ville de Lomé soit inondée. Aujourd'hui, cette situation relève du passé. Les quatre lacs artificiels de Lomé jouent pleinement leur rôle.

Les lacs artificiels de Lomé sont vraiment un outil important de lutte contre les inondations. Dans la sous-région ouest-africaine, le Togo est le seul pays à avoir fait l'option des lacs artificiels. Pendant la saison des pluies de cette année qui est d'ailleurs en train de tirer vers sa fin, les Loméens n'ont pas connu les épisodes malheureux d'il y a quelques années. On aurait dit qu'il n'y a même pas eu de pluie. Et pourtant, de grandes pluies sont tombées. Mais le drainage s'est fait rapidement et

sans grande difficulté. « En cas de pluviométrie abondante, les lacs constituent un réceptacle qui recueille l'eau pour ensuite la déverser dans la mer », rassure le directeur de l'assainissement, Agbéwonou Sèmèglo.

Avec les trois premiers lacs et surtout le quatrième qui est le plus grand d'ailleurs, l'on peut dire adieu aux problèmes d'inondation dans le grand Lomé. « Grâce au quatrième lac inauguré par le chef de l'Etat en mai dernier, les

zones comme Anfamé, Akodéséwa, Bè Kpota, Adakpamé, Adamavo, Kanyikopé, Kagomé, Baguida sont désormais à l'abri de ces intempéries. Avant, il fallait attendre 6 mois, c'est-à-dire toute la durée de la saison des pluies pour que ces zones soient soulagées », rappelle M. Sèmèglo. Autant d'efforts qui montrent que les autorités togolaises, le chef de l'Etat en premier se préoccupent sincèrement du bien-être des populations togolaises. Parce que



Le quatrième lac

non seulement ces problèmes d'inondations handicapent la libre circulation des biens et des personnes, rendaient difficiles voire impossibles les activités économiques, mais aussi et surtout, menaçaient la santé des communautés.

Les épidémies de choléra et autres n'étaient pas loin. D'ailleurs, selon le directeur de l'assainissement, une étude sera menée bientôt pour mesurer l'impact du quatrième lac sur la santé des populations ciblées par le projet.

La rédaction

3è anniversaire de Togo finance & business

Le site www.togofinancebusiness.com pour informer la population en temps réel

Le journal Togo finance & business a désormais un site internet. Le bimensuel a lancé vendredi dernier son site: www.togofinancebusiness.com. Ce nouveau site marque la célébration des trois ans du journal.

Le journal Togo finance & business se met à l'ère des Technologies de l'information et de la communication. Le nouveau site du journal permettra à la population de suivre l'actualité économique du Togo et de bien d'autres pays en tout temps. A travers ce site,

les premiers responsables du bimensuel créé depuis 2015 veulent appuyer le support-papier du journal. « Nous sommes dans un monde en profonde mutation où la version papier ne suffit plus. Il faut nécessairement appuyer le support-papier par un site internet. Cette

plateforme sera beaucoup plus actuelle et dynamique », a déclaré Franck Ayawo Assah, directeur général du bimensuel Togo finance & business. Des améliorations seront également apportées à la version papier du journal. Les responsables veulent revoir le contenu du journal et l'adapter aux réalités de l'information économique et de l'actualité. Le 3è anniversaire du

journal Togo finance & business a été célébré sous le thème principal « Presse et Emergence ». Les discussions sur ce thème ont permis de parler de l'avenir de la presse écrite et de celle en ligne et de relever les différents défis auxquels sont confrontés ces deux médias. Les panelistes ont relevé les forces et faiblesses de la presse écrite et du journal en ligne à cette

époque des nouveaux médias.

Les discussions ont également porté sur la gestion financière efficace des organes de presse. Le promoteur d'une entreprise de presse doit avoir un business plan bien défini pour une bonne gestion financière de son organe.

M. Assah a ajouté que les patrons de presse doivent « chercher le modèle économique à développer » pour développer leurs entreprises.

F.T.

Forces Vives - Espérance pour le Togo

Un engagement citoyen pour un Togo de paix

Le mouvement des Forces Vives - Espérance pour le Togo a organisé, le 20 octobre dernier à l'Agora Senghor du Bas-fond du collège St Joseph de Lomé, une conférence inaugurale du Forum citoyen et national sur le devoir de s'engager.



Les participants au cours de la conférence

Plusieurs personnalités traditionnelles et administratives ont pris part à cette

rencontre à l'instar des chefs traditionnels, des leaders de la communauté musulmane au Togo,

des membres du clergé de l'Eglise catholique et des autres religions chrétiennes, des prêtres traditionnels, des membres de plusieurs associations de la société civile togolaise, ainsi que des citoyens et citoyennes. « Sans un engagement citoyen, quelle chance avons-nous de mieux vivre dans notre pays ? », tel est le thème choisi par le mouvement Forces Vives - Espérance pour le Togo pour amener les Togolais à s'engager pour un Togo nouveau.

L'engagement citoyen passe par deux points : le respect des droits, les devoirs de la nation (vote,

respect de la loi). Ainsi, un débat général a eu lieu, les participants ont posé des questions et ont fait des contributions sur l'importance pour chaque citoyen de matérialiser sa volonté de construire un Togo nouveau à travers l'engagement personnel.

Par ailleurs, des acteurs de la société civile togolaise ont donné leurs témoignages sur le prix de l'engagement citoyen à travers un panel sur les formes de l'engagement, modéré par Michel Goeh Akue, professeur titulaire et enseignant-chercheur au Département d'Histoire à l'Université de Lomé.

« J'attends avec cette grande foule, qui a pris part à la rencontre, que demain chacun puisse prendre ses responsabilités et s'engager individuellement pour dire NON à un cycle infernal : violence - contestation - élection - dialogue. Nous voudrions avoir un Etat de droit, la démocratie, une élection où le gagnant et le vaincu puissent se serrer la main. S'engager dans la citoyenneté, c'est aussi s'engager pour faire développer son milieu et pour lutter contre l'injustice », a indiqué Abdoulaye Alassani, un des membres fondateurs des Forces Vives-Espérance pour le Togo.

Nadia Edodji

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE **CENI-TOGO**



**NOUVEAU RECENSEMENT
ELECTORAL**



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



***C'est elle
qu'il vous
faut***



***Les anciennes
cartes
ne servent plus***

#ElectionsTg2018

Togolais, viens, bâtissons la cité !